

DÉCLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL ET HUMAN RIGHTS WATCH

31 octobre 2018

EUR 44/9344/2018

AILRC-FR

TURQUIE. IL FAUT LIBÉRER OSMAN KAVALA, FIGURE MAJEURE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Alors qu'Osman Kavala, figure majeure de la société civile, est détenu depuis un an dans la prison la plus sécurisée de Turquie, Amnesty International et Human Rights Watch ont de nouveau demandé sa libération immédiate et inconditionnelle.

Un an s'est écoulé depuis qu'un tribunal a décidé de placer Osman Kavala en détention provisoire dans la prison de Silivri, près d'Istanbul. Pourtant, le parquet n'a toujours pas produit d'acte d'accusation exposant précisément les charges pesant sur lui. Ni Osman Kavala ni sa famille ou ses avocats n'ont eu accès à des éléments qui viendraient étayer les vagues allégations formulées contre lui, à l'origine de sa détention prolongée et punitive.

Osman Kavala a été arrêté pour la première fois par la police le 18 octobre 2017 à l'aéroport Atatürk d'Istanbul, à sa descente d'un vol en provenance de Gaziantep (dans l'est de la Turquie). Il revenait d'une visite aux côtés de représentants de l'Institut Goethe dans ce département, où il soutient des projets en faveur des réfugiés syriens. Dans les jours et les semaines qui ont suivi, une campagne de dénigrement a été lancée contre lui par les médias favorables au gouvernement, sur la base d'informations de l'enquête qui avaient été divulguées. Selon ces médias, Osman Kavala aurait été interrogé sur ses liens supposés avec les organisateurs présumés de la tentative de coup d'État de juillet 2016 ; un an plus tard, aucun élément crédible n'a été fourni pour corroborer ces allégations sans fondement.

Osman Kavala a dédié sa vie à la promotion de la société civile et de la culture en Turquie. Ces 30 dernières années, il a soutenu de nombreuses organisations indépendantes de défense des droits humains et a contribué à la création de plusieurs organisations de la société civile, notamment le réseau Helsinki Citizens Assembly (aujourd'hui connu sous le nom de Citizens' Assembly), une ONG qui cherche à faire progresser les droits humains, et Anadolu Kültür, une association culturelle œuvrant en faveur de l'entente entre les diverses communautés turques. Par son travail, Osman Kavala a toujours voulu défendre la diversité culturelle en Turquie, les droits humains, l'entente mutuelle, et résoudre les conflits de manière pacifique. Son militantisme au sein de la société civile a eu pour principal objectif de construire des ponts entre les habitants des différentes régions de Turquie, ainsi qu'à travers l'Europe, en particulier au moment des premières tentatives de la Turquie en vue d'intégrer l'Union européenne.

La détention d'Osman Kavala n'est qu'un exemple de la répression sévère exercée par le gouvernement turc sur ses détracteurs : ces deux dernières années, plus de 1 500 organisations et fondations ont été fermées, la plupart sous l'état d'urgence, qui autorisait le gouvernement à légiférer par décrets, sans contrôle judiciaire ou parlementaire. Les manifestations pacifiques sont réprimées. Malgré la fin de l'état d'urgence, les personnes qui critiquent le gouvernement continuent de s'exposer à des poursuites pénales et à un placement en détention provisoire prolongée. Plus de 150 journalistes sont toujours en prison. Depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, près de 130 000 salariés de la fonction publique ont été renvoyés arbitrairement pour des « liens avec des organisations terroristes » présumés.

Amnesty International et Human Rights Watch demandent la libération immédiate et inconditionnelle d'Osman Kavala. Les deux organisations appellent également les alliés de la Turquie dans le monde à demander la fin de la répression contre la société civile, ainsi que la libération des journalistes, défenseurs des droits humains et autres acteurs de la société civile emprisonnés alors que les autorités n'ont fourni aucun élément prouvant qu'ils se sont rendus coupables d'une infraction dûment reconnue par le droit international.

